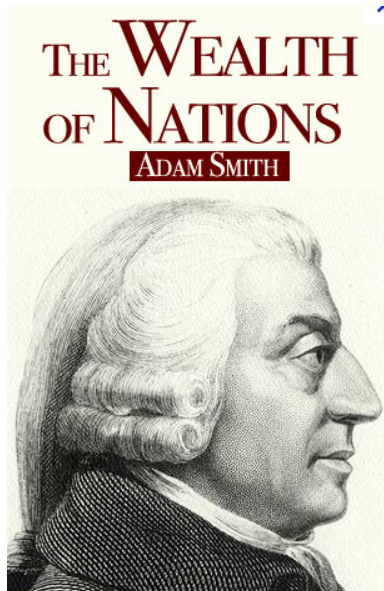


Le capitalisme disséqué sur Arte

PAR MARTINE ORANGE
ARTICLE PUBLIÉ LE MARDI 14 OCTOBRE 2014

Un documentaire d'Arte revient en six épisodes sur l'histoire et les mécanismes du capitalisme. Repartant des origines, il démonte les idées et les théories, rappelant combien ces principes parfois discutables ou faux pèsent sur notre vie. Une superbe démonstration.

Six années ont passé depuis l'effondrement de la banque Lehman Brothers et le début de la crise financière. 2008 a été la plus grande crise du capitalisme, plus grande que celle de 1929, de l'avis de tous les économistes. Beaucoup pensaient alors que le néolibéralisme ne s'en relèverait pas, que les idées qui avaient dominé le monde depuis la fin des années 1970 allaient être balayées devant le constat d'un tel échec et d'une telle catastrophe. Six ans après, les idées néolibérales sont plus vigoureuses que jamais, montrant combien elles sont enracinées dans les esprits.



D'où viennent ces idées ? Comment sont-elles apparues ? Qu'en a-t-on retenu, nous qui sommes partie prenante de ce système ? Tout le mérite de la passionnante série d'Arte – en six épisodes diffusés à partir de ce mardi 14 octobre – sur le capitalisme est de repartir des origines. Le réalisateur israélien,

Ilan Ziv, a décidé de reposer toutes les questions essentielles sur ces penseurs – Adam Smith, David Ricardo, Thomas Malthus, Karl Marx, John Keynes, Friedrich Hayek, Karl Polanyi – dont les idées et les principes, vieux souvent de plus de cent ans, conduisent encore le monde, imprègnent nos sociétés. Le rappel des discours de Malthus en 1834, s'indignant contre les pauvres qui abusent de la charité et ne font rien, suffit à lui seul à montrer combien certaines idées font encore écho aujourd'hui.

Une bonne vingtaine d'experts, économistes bien sûr – Thomas Piketty et Robert Boyer entre autres –, mais aussi historiens, anthropologues, sociologues, du monde entier, participent à ce décryptage, redonnent le contexte, rediscutent les concepts et pour tout dire mettent en pièces un certain nombre de présupposés. Le documentaire donne en miroir les illustrations de ce que telle ou telle idée a pu avoir comme conséquence dans tous les pays du monde. Aucun n'a été épargné, conduisant parfois à des destructions entières de sociétés.

En face, des thuriféraires du capitalisme, le meilleur des mondes possibles, essaient bien de défendre la cause. Avec un succès relatif. Il faut voir notamment l'entretien de l'ancien directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), Pascal Lamy (épisode numéro trois), soutenant sans état d'âme les bienfaits du libre-échange, sans restriction aucune. Aux journalistes qui venaient de lui rappeler la destruction de toutes les agricultures locales en Afrique, à la suite de l'ouverture intégrale de leurs marchés, et les regrets de Bill Clinton, reconnaissant que cela avait été une erreur d'ouvrir les marchés agricoles à Haïti, il campe sur ses positions. Pour lui, point de milieu : c'est le libre-échange ou la Corée du Nord....

S'il n'y avait qu'une seule démonstration à retenir de cette série documentaire, ce serait peut-être celle de la destruction du mythe de l'économie comme science exacte. Un mythe qui trouve ses origines dès Adam Smith. « *La richesse des nations d'Adam Smith a été vue comme le pendant de la physique de Newton, établie à peu près au même moment* », y explique

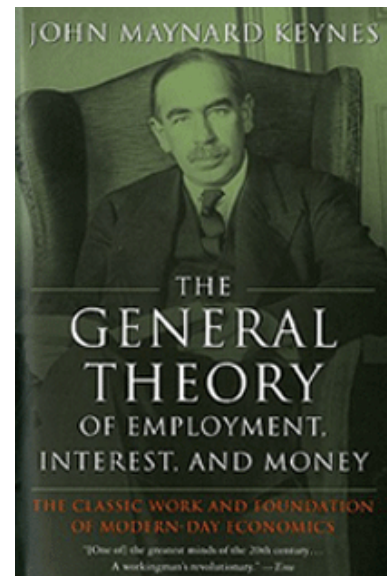
un historien. Cette pensée que les lois du capitalisme relèvent du droit naturel, de l'ordre immuable des choses, et donc ne sauraient être discutées, irrigue encore toute la pensée économique et politique. À quoi rime, disent les bons esprits, de se rebeller contre la gravité universelle ?



Sous couvert de science exacte, les économistes ont ainsi évacué tout débat, ont feint d'être hors d'atteinte du politique. Tout prouve au contraire que leurs théories, et leur mise en application de ces dernières, étaient totalement politiques, que leur science était une science humaine, trop humaine, avec ses partis pris, ses omissions, ses impensés. Tous ont éludé, déformé des idées, des faits, en fonction de leurs intérêts.

Cela commence dès Adam Smith, l'auteur de la fameuse main invisible du marché. Une expression qui ne se retrouve qu'une seule fois dans son livre et avec une tout autre signification, comme il est rappelé. Mais pour les besoins de la cause, pour prouver que le marché est parfait et a réponse à tout, ses successeurs la détourneront. De même, dans un autre ouvrage, *La Théorie des sentiments moraux*, censé être le pendant de *La Richesse des nations*, Adam Smith prônait l'intérêt personnel mais aussi la responsabilité sociale, en une vision très empreinte de protestantisme. Tout cela a été vite oublié. De révisions en omissions, on aboutit à Milton Friedman, lui substituant l'avidité, principe moteur de toutes les actions humaines, justification fondamentale du capitalisme. Des historiens et des anthropologues viennent souligner à point que le profit n'est pas inhérent à la nature humaine, qu'il y a eu, à d'autres

époques, d'autres organisations sociales, qui, tout en pratiquant l'échange et le commerce, n'avaient pas l'avidité comme but.

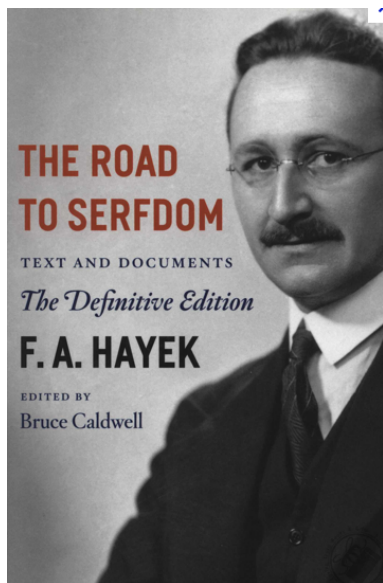


Une tache indélébile, cependant, marque la science économique dès son origine : l'absence de toute référence à l'esclavagisme. Le père fondateur, Adam Smith, ne pouvait rien ignorer de la traite des esclaves – des bateaux revenaient régulièrement en Écosse au retour de leur sinistre périple triangulaire. Pourtant, il ne souffle pas un mot sur la question de l'esclavage, de l'exploitation de l'homme par l'homme, de la marchandisation de l'humain, dans son livre. Terrible silence qui marquera l'économie pendant des décennies.

Un autre économiste, Anton Wilhelm Amo, que le documentaire fait redécouvrir, souligne bien dès la fin du XVIII^e siècle cette terrible absence. Cet économiste est hors norme : esclave noir, affranchi par son maître, un duc allemand, il passera deux doctorats en droit et en économie, en Allemagne. Ses travaux furent les premiers à dénoncer l'esclavagisme, à démontrer l'irrationalité de la prétendue rationalité économique, aboutissant à réduire les hommes en marchandises. Il soulignait l'impossibilité de séparer les réalités humaines et sociales des réalités économiques. Il mourut, oublié, au Ghana. Et ses travaux, trop dérangeants, ont été vite ensevelis.

Ce refus de penser l'humain est au cœur d'une des dérives de la science économique, qui a préféré se réfugier dans les mathématiques. Il faudra attendre Karl Marx pour que soit mise en lumière l'importance des forces sociales. Mais de Karl Marx, on ne retient plus que l'auteur du *Manifeste du parti communiste*, censé être totalement discrédité depuis la chute du Mur et l'effondrement du communisme. On oublie, comme y insistent à juste titre plusieurs experts, qu'il fut d'abord et reste un formidable observateur et théoricien des fonctionnements du capitalisme.

Après lui, les économistes se sont empressés de taire les questions sociales. Tantôt réduit à une simple force de travail, tantôt limité à un acteur rationnel, toujours présenté comme un individu isolé, censé pouvoir nouer des contrats équilibrés avec les producteurs, l'homme n'est qu'un *homo economicus*, dont la vie n'aurait que pour seul horizon la production et la consommation.



Dans les années 1920, un économiste autrichien, Karl Polanyi, avertissait sur les dangers pour une société à être tributaire de l'économie et à s'en rapporter à elle

pour toutes ses actions. C'est la société qui doit guider l'économie et non l'inverse, insistait-il, sous peine de destruction massive. Là encore, l'avertissement a largement été ignoré.

Le capitalisme a préféré se référer à un autre économiste autrichien : Friedrich Hayek. En concurrence avec Keynes, celui-ci insista du haut de sa chaire de la London School of Economics, sur tous les méfaits réels ou supposés de l'intervention de l'État dans les affaires économiques. Ses idées inspirèrent largement le plan d'austérité mis en œuvre par le chancelier Brüning pour sortir l'économie allemande de la crise de 1929. Quinze mois plus tard, Hitler arriva au pouvoir, en mettant à profit les tensions et les malaises sociaux.

Trente ans plus tard, Friedrich Hayek ne regrettait rien, ne renonçait à rien. « *Il a occulté tous les faits qui ne rentraient pas dans sa théorie* », rappelle Robert Boyer, économiste de la régulation. Pourtant, c'est vers cet économiste, et son successeur Milton Friedman, que se tourneront les libéraux pour « régénérer » le capitalisme.

Trente ans après cette contre-révolution, malgré les crises, malgré la marchandisation toujours plus poussée du vivant, de la nature, de l'homme, ce capitalisme continue à prospérer, dans la plus totale opacité. « *Ce que j'ai appris de ce documentaire, explique aujourd'hui son réalisateur, c'est que l'économie ne doit pas être abandonnée à une minorité. C'est trop dangereux, car elle détermine nos vies et peut détruire nos sociétés. Nous devons nous engager et le savoir est le meilleur moyen de résister.* »

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 32 137,60€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur et prestataire des services proposés : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 32 137,60€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.